

E.4 Production d'énergie hydroélectrique

Rapport explicatif - Palier de Massongex-Bex-Rhône (MBR)

Etat au: 20.04.2016

Contexte

Le projet de mettre en valeur la chute complète du Rhône entre Chippis et le lac Léman date de plusieurs décennies. Dans les années 1980, la Société Hydro-Rhône SA prévoyait notamment l'implantation de dix usines semblables dans le lit du Rhône, produisant annuellement 780 millions de kWh.

Les études réalisées dans les années 1980 ont mis en évidence que le palier hydroélectrique n°8 Massongex-Bex présentait les conditions de réalisation les plus favorables. En 1993, le Conseil d'Etat valaisan avait octroyé la concession de droit d'eau pour ce palier, mais des recours avaient été interjetés contre cette décision. En 1998, le Tribunal cantonal avait annulé ladite décision, après que le Tribunal cantonal du canton de Vaud ait supprimé une concession de droit d'eau analogue.

En 1997, une procédure de demande de concession a été introduite pour un projet modifié. Cependant, les oppositions formulées à l'encontre du projet ainsi que la situation du marché de l'électricité de cette période avaient incité les promoteurs à repousser la réalisation du projet.

En 2008, FMV SA, Romande Energie et les Services Industriels de Lausanne, avec l'appui des cantons concernés, ont décidé de relancer le projet et d'étudier la faisabilité d'un palier de production hydroélectrique sur le Rhône à la hauteur de Massongex en reprenant les études antérieures. Ces études ont notamment permis d'adapter les aménagements du Rhône pour qu'ils soient en conformité avec la législation sur la protection des eaux (charriage) et le projet de 3ème correction du Rhône.

Etant donné la contribution importante du projet aux objectifs de la loi sur l'énergie, l'Office fédéral de l'énergie (OFEN) a conféré en 2010 le caractère de projet d'intérêt national à MBR.

En novembre 2012, les Conseils d'Etat valaisan et vaudois ont validé le Plan d'aménagement Rhône (PA-R3) révisé. En mars 2016, le Conseil d'Etat valaisan a décidé d'adopter formellement le PA-R3, accompagné du rapport d'impact sur l'environnement (RIE). Le PA-R3 2015 intègre le projet MBR dans la planification de la correction du cours d'eau sur le secteur du Chablais.

L'étude de base sur le potentiel hydroélectrique du Rhône, adoptée par le Conseil d'Etat en mai 2013, considère le palier MBR comme un projet prioritaire pour mettre en valeur la force hydraulique du Rhône.

Contenu du projet

Le palier tel que projeté consiste en un aménagement hydroélectrique de basse chute composé d'une centrale de production ainsi que d'un barrage équipé de 4 passes vannées.

La production d'énergie annuelle est estimée à 75 GWh, ce qui correspond à la consommation d'environ 17'000 ménages. L'énergie produite sera évacuée sur le réseau moyenne-tension local par des infrastructures enterrées. Des dispositifs de migration piscicole seront aménagés au droit du palier afin de garantir la montaison et la dévalaison.

En amont du palier, le lit du Rhône sera localement abaissé. En aval du palier, le lit du Rhône sera abaissé jusqu'à l'embouchure de l'Avançon. Les adaptations du lit du Rhône et les aménagements des digues prévus au droit du palier permettent de garantir la continuité du transport solide ainsi que la sécurité contre les crues.

Des mesures de renaturation des embouchures des affluents situées dans le périmètre du projet (Avançon, Rogneuse, Courset) ainsi que l'aménagement de différents biotopes au droit du palier permettront le maintien de milieux naturels existants et le développement de nouveaux écosystèmes. Un réseau de mobilité douce sur les deux rives ainsi qu'une passerelle sur le palier permettront la création de nouveaux itinéraires et d'une nouvelle liaison piétonne et cycliste entre les deux cantons.

Dans un contexte énergétique national et cantonal placé face à de nouveaux enjeux, ce projet contribuera notamment à la sécurité d'approvisionnement conformément aux objectifs fixés par la stratégie énergétique de la Confédération.

Coordination spatiale dans le cadre de la planification directrice cantonale

I. les autorités qui disposent des droits d'eau soutiennent le projet.

Par lettre du 24 mai 2012, les cantons du Valais et de Vaud ont clairement affirmé leur soutien au projet MBR, lequel avait déjà obtenu le caractère de « projet d'intérêt national » de la part de l'OFEN en 2010.

Les communes-sites sont également intégrées au développement du projet par leur participation au Comité de pilotage. La population de la commune de Massongex, quant à elle, a déjà été informée du projet dans le cadre de la modification partielle du plan d'affectation des zones (PAZ).

II. Le palier (barrage) évite au mieux les dangers naturels, ne porte pas une atteinte disproportionnée à l'agriculture, à la pêche et à la forêt, et assure la protection de la faune aquatique, des frayères naturelles, des sources et des cours d'eau.

Les ouvrages ont été dimensionnés sur la base des débits de crue définis dans le cadre du projet de la 3ème correction du Rhône et conformément aux directives de sécurité des barrages en vigueur.

Le projet implique un abaissement du lit du Rhône à la cote 392.20 msm en aval du palier. Cet abaissement a été coordonné avec le projet de la 3^e correction du Rhône et garantit la continuité du transport solide ainsi que la sécurité contre les crues. Le rehaussement du plan d'eau à l'amont du palier a été défini de manière à garantir la production de l'aménagement hydroélectrique de Lavey, tout en garantissant la sécurité.

La perte estimée d'environ 2'000 m² de surfaces d'assollement (SDA) sera entièrement compensée.

Les conditions relatives à la forêt et à la végétation riveraine (défrichement, essartage, mesures compensatoires, aménagement paysager des berges et des digues) seront intégrées dans les autorisations de défrichement et d'essartage lors de la phase d'approbation des plans.

La renaturation des embouchures permettra le développement de nouveaux habitats favorables pour la vie et la reproduction de la faune piscicole.

Le projet permettra le maintien de l'état qualitatif et quantitatif de la nappe phréatique. Dans ce contexte, un réseau d'observation de la nappe phréatique et des puits de pompage d'eau potable ou d'eau d'irrigation sera mis en place.

III. les nouvelles installations de captage prévoient une installation de restitution du débit résiduel, lequel se fonde sur les arts. 29 ss LEaux (rapport sur les débits résiduels).

Comme il s'agit d'un aménagement au fil de l'eau sans dérivation, le projet MBR ne crée pas de tronçon à débit résiduel à l'aval du palier. De fait, il n'est pas soumis à l'obligation de servir un débit résiduel.

IV. les nouvelles installations évitent les zones de protection d'importance cantonale et communale (p.ex. nature, paysage, sites bâtis, eaux souterraines) et les objets d'importance nationale (p.ex. IFP, IVS, biotopes). Si elles n'évitent pas l'une de ces zones ou l'un de ces objets, elles ont obtenu un avis favorable des instances compétentes, sur la base d'une pesée d'intérêts.

Le choix du site d'implantation du palier (centrale et barrage) a été défini après consultation des services concernés du Canton et des autorités communales, de façon à se conformer aux affectations du sol en vigueur et à limiter les nuisances dues au bruit. Situé en « zone de production d'énergie hydraulique du palier MBR », le projet de palier est, sur sa rive valaisanne, en conformité avec le PAZ en vigueur de la commune de Massongex.

V. la libre migration du poisson est garantie au droit des ouvrages, au besoin par la réalisation d'aménagements techniques (p.ex. passe à poissons, canaux de contournement).

Les aménagements piscicoles projetés garantissent la libre migration du poisson au droit du palier (passe technique pour la montaison et ouvrage spécifique pour la dévalaison). Ces aménagements seront conçus pour assurer la migration des espèces cibles définies en coordination avec le projet de la 3^e correction du Rhône et leur intégration paysagère est prise en compte.

VI. *dans les districts francs et les corridors faunistiques d'importance suprarégionale et régionale, les installations respectent les objectifs de conservation des espèces et l'importance régionale de la réserve.*

Le secteur du projet MBR n'est concerné par aucun district franc ni aucun corridor faunistique d'importance suprarégionale et régionale. Cependant, l'aménagement des embouchures et l'aménagement « nature » au Palud permettront la création de zones-relais pour la petite faune.

VII. *les places prévues pour le stockage des matériaux d'excavation propres ont été choisies afin de limiter les nuisances dans les secteurs habités et réduire les impacts sur l'environnement, la nature et le paysage.*

Un concept de gestion des déchets de chantier sera établi pour permettre la revalorisation dans le cadre des besoins du chantier et/ou le stockage des matériaux excavés sur des sites autorisés situés à proximité du chantier. Ces sites seront choisis afin de limiter les nuisances et de réduire les impacts sur l'environnement.

VIII. *le projet minimise les impacts sur la nature et le paysage, protégeant les écosystèmes, et tient compte de scénarios d'évolution climatique pertinents pour anticiper les modifications potentielles susceptibles d'influencer la disponibilité de la ressource hydrique.*

Les mesures d'adaptation et de renaturation des embouchures des affluents situées dans le périmètre du projet (Avançon, Rogneuse, Courset) ainsi que l'aménagement de différents biotopes au droit du palier permettent au projet de présenter un bilan neutre sur la nature et le paysage.

Lors du dimensionnement des installations de production et des organes de sécurité du barrage, les scénarios actuels d'évolution climatique ainsi que leur influence sur l'hydrologie du Rhône ont été pris en considération.

Les critères de la partie « Conditions à respecter pour la coordination réglée » de la fiche E.4 « Production d'énergie hydroélectrique » qui ne sont pas mentionnés ci-dessus ne s'appliquent pas au présent projet.

Conditions et charges à respecter dans la suite de la procédure

La coordination matérielle de détail, reprenant et précisant les critères décrits ci-dessus, est prévue dans les procédures fixées par la LFH-VS (art. 12 et ss, art. 31 et ss), avec notamment une étude d'impact sur l'environnement à chaque étape.

Le projet global fera l'objet d'une procédure de planification coordonnée entre les cantons du Valais et de Vaud lors de la demande d'approbation des plans. Lors de cette phase, les services cantonaux concernés seront également consultés.

Les itinéraires pédestres et cyclables seront maintenus. Une passerelle sur le palier pour les piétons et les vélos permettra la création de nouveaux itinéraires et d'une nouvelle liaison entre les deux cantons.

Enquête publique

La population a l'occasion de se prononcer dans le cadre de l'adaptation de la présente fiche de coordination. Elle pourra également intervenir dans le cadre de la procédure d'octroi de concession et d'approbation des plans, ces deux procédures prévoyant une mise à l'enquête publique.

Comme mentionné plus haut, la population de la commune de Massongex a déjà été informée du projet dans le cadre de la modification partielle du PAZ.

Etat de la coordination

Les diverses études menées laissent apparaître que le classement en « coordination réglée » est justifié.

Documentation

Dossier de demande de concession (en cours d'élaboration)

Cartes

Cf. annexes

Carte 1 : Plan Général



